

Journées Internationales de Paris

Séance Plénière du Lundi 3 mars 1975

DISCOURS DE MONSIEUR JACQUES CHIRAC - Premier Ministre du Gouvernement Français

Il est toujours téméraire pour un homme d'entreprendre de parler des femmes devant un auditoire de femmes. Que dire alors, quand l'homme qui parle est un des responsables de l'Etat et quand les femmes à qui il s'adresse comptent au premier rang dans leur pays, pour tout ce qui touche à la vie publique, aux activités économiques et sociales, aux recherches de l'esprit, de la science, de l'art. Il faut à l'orateur se garder d'un double péril : ne s'adresser qu'aux femmes, en oubliant, pour ainsi dire, qu'elles sont des êtres politiques ; ne s'adresser qu'aux politiques, en oubliant qu'elles sont des femmes. Votre présence ici, vos travaux, vos débats me rendent cependant la tâche moins difficile, car ces journées, dans leur déroulement, ont montré combien vous êtes attentives aux problèmes réels que pose aux femmes l'évolution accélérée des sociétés contemporaines. Par là-même, vous vous sentez et vous savez responsables, au sens le plus complet et le plus exigeant du mot, non seulement du sort de la femme dans notre monde, mais fondamentalement de ce monde dans sa complexité multiplicité.

D'autres que moi, bien mieux que moi, disent ou pourront dire combien la période historique que nous vivons est riche en contradictions, dans tous les domaines de la vie sociale, culturelle, intellectuelle. De toutes ces contradictions, qui tiennent au décalage croissant entre le développement des forces matérielles de production et nos comportements psychologiques, l'une des plus intenses est à coup sûr celle qui affecte le statut même de la femme dans notre société.

L'évoquer est d'autant plus délicat, en Europe aujourd'hui que, quoi qu'on fasse, le risque existe d'aboutir à l'inverse du dessein proposé. Dans nos sociétés bouleversées par les révolutions industrielles, où les modes d'existence traditionnels ont subi d'irréversibles mutations, il est manifestement impossible de considérer que les problèmes qui se posent aux femmes sont ceux mêmes qui se posaient à leurs mères et non moins impossible, voire absurde, de prétendre que ces problèmes anciens, ces soucis d'autrefois auraient été pour ainsi dire abrogés par le progrès technique, l'évolution des mœurs et de l'éducation.

Là réside précisément cette contradiction, dont il me semble qu'elle est au coeur de tous les débats sur la condition féminine dans l'univers contemporain. Qu'il s'agisse

du statut de la famille, de la place de la femme dans le monde du travail, de son rôle dans la vie culturelle, de son attitude individuelle dans les grands mouvements collectifs, toujours se retrouve la même difficulté, la même ambiguïté : cette femme, au sujet de qui les sociologues s'interrogent, les journalistes polémiquent, les psychologues et les psychanalistes s'affrontent, cette femme à laquelle sont consacrés tant d'articles, tant de livres, tant d'émissions, est-ce l'affranchir ou l'asservir que la considérer en tant que femme ?

Ce paradoxe, s'il existe, est dans les faits. Il illustre bien un des traits essentiels de notre temps : l'impossibilité presque absolue, dans les sociétés en cours d'évolution rapide, de distinguer clairement les effets positifs et les effets négatifs d'un même phénomène. En l'occurrence, les actions menées si longtemps, dans les pays industrialisés, par les mouvements qui se proclamaient féministes, pour imposer à des sociétés de tradition patriarcale et militaire la reconnaissance effective des droits politiques et sociaux des femmes, ces actions ont abouti si pleinement que leur succès même engendre désormais une situation nouvelle où la revendication satisfaite se détruit en quelque sorte elle-même. Si l'égalité véritable peut et doit s'établir entre les hommes et les femmes, cela ne suppose-t-il pas, pour que cette égalité soit réelle, que soit remise en cause radicalement la conception même de la féminité ?

Que la question puisse être posée en ces termes, qu'elle soit même effectivement posée par un nombre croissant de femmes, cela démontre, me semble-t-il, combien est profonde la contradiction que j'évoquais tout à l'heure. Elle atteint jusqu'au langage. Il apparaît parfois que le mot même de "femme" soit devenu suspect. Les femmes s'en méfient. En effet il les distingue, il les sépare, il les oppose, dans une différence fondamentale. Les plus impatientes et les plus radicales adeptes de la libération féminine finissent par ne plus savoir si mettre l'accent à l'extrême sur cette appartenance au monde féminin permet de porter à son terme le processus de l'émancipation ou tout au contraire ne conduit pas à s'enfermer dans un ghetto d'un nouveau genre.

Même portée jusqu'à l'outrance, voire à l'extravagance, cette interrogation révèle à quelle profondeur se trouvent désormais ébranlées les données qui pouvaient sembler les plus immua-

.../...

SECRETARIAT PERMANENT POUR L'ANNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME

32, Rue de Babylone 75700 Paris
Tel: 556 88 01

Presse - Documentation

bles et pour ainsi dire les plus fondamentales biologiquement de la vie des sociétés humaines. Peut-être avez-vous en mémoire ce titre d'un film produit voici quelques années: "Une femme est une femme". Il exprimait, sur le mode de l'humour, la difficulté qu'éprouvent tant de femmes aujourd'hui à déterminer ce qu'elles sont, ce qu'elles veulent être, ce qu'elles entendent devenir. Il condensait, en un raccourci cruel et saisissant, l'essentiel de ce débat, qui est peut-être moins celui des femmes avec les hommes que celui des femmes avec elles-mêmes.

Depuis deux générations, parfois pour des causes et sous des formes bien éloignées de celles qu'elles eussent sans doute espéré, des dizaines de millions de femmes, dans les sociétés industrielles avancées, ont assuré et assumé de plus en plus une part considérable des activités générales de production et de création. Les deux guerres mondiales ont joué, dans la généralisation et l'accélération de ce processus, un rôle dont il a été maintes fois souligné qu'il fut capital. Ainsi l'une des formes les plus anciennes de division de travail s'est trouvée abrogée sans retour.

A la différence de ce qui avait été la tradition pendant des millénaires dans les sociétés agricoles, les femmes qui travaillent dans les entreprises industrielles ou commerciales du monde contemporain, et plus encore celles qui participent à l'activité des administrations publiques ou des sociétés de services, ne sont plus cantonnées dans le rôle subordonné d'auxiliaires de l'homme. Elles ne représentent plus une force d'appoint ou une main-d'œuvre de second rang. Elles ont leur pleine part de responsabilité, d'efficacité, d'initiative. Si j'insiste sur ce point, c'est qu'il est souvent mal perçu, dans la mesure où les incontestables inégalités de rémunération qui ont si longtemps persisté, ont maintenu chez les femmes, à juste titre, le sentiment qu'elles étaient soumises à une exploitation liée à leur condition féminine. La différence de salaire était précisément d'autant plus inique qu'en fait, dans la réalité des gestes accomplis au cours du travail quotidien, les femmes assumaient pour l'essentiel le même type de fonction que les hommes. Comme eux, elles étaient, elles sont devenues des agents économiques essentiels à la vie de tous les groupes humains.

De là sans nul doute procède l'ambiguïté présente de la condition féminine. En tant qu'agent économique, ouvrière, employée, fonctionnaire, enseignante ou journaliste, une femme de 1975 sait d'expérience que ses efforts, sa fatigue, le travail qu'elle fournit, tout ce qui constitue sa vie professionnelle, c'est-à-dire, l'essentiel des heures d'une journée, tout cela par bien des aspects l'identifie à ses compagnons de travail masculins. Il a pu sembler qu'il suffisait de porter à son terme logique le mouvement d'égalisation sociale et économique, en faisant entrer dans les faits le principe "A travail égal, salaire égal", en accordant exactement les mêmes garanties de sécurité aux femmes et aux hommes, en leur ouvrant les portes qui leur étaient jusqu'ici fermées, pour faire disparaître définitivement les traces des

anciennes discriminations. Chacun découvre désormais que la réalité n'est malheureusement pas si simple et que cette égalité nécessaire, qui vient au reste de faire l'objet d'une série de nouveaux textes législatifs dans notre pays, est bien loin de résoudre toutes les contradictions.

Il y a quelques instants, j'ai employé le verbe identifier. Ce verbe exprime fort bien les deux aspects presque antinomiques du processus de libération de la femme. D'une part il s'agit d'imposer dans tous les domaines essentiels de la vie économique, sociale et culturelle, l'élimination de toutes les dispositions juridiques, de tous les comportements, qui perpétuent les traditions des sociétés à dominante masculine. D'autre part, à l'inverse, les femmes ou du moins un grand nombre d'entre elles n'acceptent pas pour autant de renoncer à leur propre spécificité. Dans leur travail, dans leur salaire, dans leur accession à des fonctions de responsabilité, dans leur capacité à exercer l'autorité, elles entendent bien être traitées exactement comme les hommes. Elles n'en demeurent pas moins conscientes de ce qu'il y a d'irréductible dans le fait même d'être une femme.

A cet égard, l'évolution de la société française au cours des récentes années, évolution dont il n'est pas inutile de rappeler combien elle a été accélérée par les initiatives et l'action du Président de la République Française, permet de bien mesurer à la fois la nécessité d'aller vite et loin dans la voie de l'égalité réelle et la difficulté, quand cette égalité devient chose acquise, de considérer que tout a été réglé. La réforme des régimes matrimoniaux, consacrée par la loi du 13 juillet 1965, a modifié fondamentalement le système issu du code Napoléon, qui faisait encore de la femme mariée une mineure. Cette réforme a consacré cette accession des femmes au rang d'agent économique souverain que j'évoquais tout à l'heure. Elle fait du mariage une association de type égalitaire et non plus un système de subordination.

Cette évolution a été largement accentuée par la réforme de l'autorité parentale, la multiplication des mesures en faveur des mères de famille et des mères célibataires, la modification des dispositions en faveur des femmes veuves, le nouveau régime de l'interruption volontaire de grossesse, le projet nouveau réorganisant le divorce. Toutes ces mesures révèlent un même souci de transformer les cadres ancestraux, dans lesquels se trouvait en quelque sorte emprisonnée l'existence de la femme. Mais elles ne sont pas pour autant contraignantes. Elles ne prétendent pas substituer aux institutions anciennes des institutions nouvelles aussi rigides, qui définiraient un cadre strict, dans lequel les femmes se sentiraient bien vite à nouveau emprisonnées. Dans ce domaine comme dans tous les autres, la politique que nous poursuivons est avant tout une politique de liberté.

Dans ces temps d'incertitude, rien ne serait plus aisé sans nul doute, mais à coup sûr plus dangereux que céder à la tentation de passer d'un extrême à l'autre. Inverser la valeur des signes est toujours la solution de la facilité. La principale faiblesse des mouvements qui prétendent aujourd'hui combattre pour l'intégrale libération de la femme est précisément qu'ils se bornent pour l'essentiel à considérer

comme détestables tous les comportements affectés autrefois d'un signe positif et à tenir pour admirable tout ce que naguère nos sociétés rejetaient comme répréhensible ou dégradant. Mais ce n'est pas le moindre paradoxe de notre époque que l'intolérance furieuse avec laquelle ces libérateurs et ces libératrices entendent imposer à toutes les autres femmes leurs conceptions personnelles de la liberté.

Notre propos est exactement inverse. Nous nous sommes attachés dès le principe, nous sommes bien décidés à nous attacher dans les années qui viennent, à une entreprise plus modeste en apparence, infiniment plus efficace en fait. Il est presque lassant de devoir le redire : détruire est peut-être l'ultime passe-temps de quelques intellectuels qui ne se consolent pas d'appartenir à cette bourgeoisie qu'ils font profession de détester. Mais détruire n'est certainement pas le but des millions de femmes qui, dans chaque pays, entendent au contraire que leur soient de plus en plus largement offertes les possibilités de vivre mieux, plus confortablement, dans des conditions matérielles plus agréables, en ayant davantage le temps de se consacrer à leurs enfants.

Libérer les femmes ne saurait donc être les libérer de leur condition féminine, mais tout au contraire leur assurer les moyens de l'assumer pleinement. Il ne faut pas que les femmes qui travaillent puissent avoir le sentiment qu'en quelque sorte elles parviennent à travailler malgré leur appartenance à leur sexe. Il faut à l'inverse que de plus en plus elles puissent travailler dans des conditions qui leur permettent de ne pas sacrifier les autres aspects essentiels de leur personnalité. C'est tout l'immense problème, que nous avons à peine commencé de résoudre, du statut légal et pour ainsi dire professionnel des mères de famille. C'est le problème non seulement de la garde des enfants, mais plus généralement de la multiplication des aides familiales et des organismes destinés à permettre aux femmes de ne pas devoir sacrifier leurs enfants à leur travail ou leur travail à leurs enfants.

De tels efforts exigent à la fois une volonté et la capacité pour ceux qui ont la charge de la collectivité nationale d'une action à long terme. L'égalité dans le travail, l'égalité dans la famille, plus de bien-être, plus de justice, ce ne sont pas seulement des slogans ou des objectifs lointains. Ce sont les mots qui résument dès aujourd'hui les efforts accomplis, les mots qui marquent ce que nous avons fait, ce que nous ne cesserons pas de faire. Le monde industriel est un monde difficile. Les femmes en ont pris leur part. Nous ne résoudrons pas leurs problèmes pour elles. Elles résoudront avec nous nos problèmes communs.